

c'est de voir les choses en noir. L'autre, beaucoup plus rare, et que j'oserais à peine blâmer tant l'origine en est honorable, c'est de peindre sous des couleurs trop riantes ce qui nous entoure.

« Dans l'un et l'autre cas, l'autorité supérieure, qui ne peut voir par ses propres yeux, est bien forcée de se faire une opinion qui sert de règle à ses actions, et elle court le risque de croire que tout est au plus mal, ou que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. C'est un danger qu'il faut éviter, quel que soit le côté par où il se présente.

« Je vous parle peu de la conduite que vous avez à tenir dans le Sud dans les circonstances actuelles, parce que vous avez reçu des instructions du général Camou, complétées par la correspondance particulière du général Rivet.

« Je ne saurais vous prescrire rien d'autre en ce qui concerne vos rapports avec les villes de l'Oued (M'zab). C'est un grand protectorat que vous avez à exercer, sans songer à entrer trop intimement dans les affaires particulières des sept villes. Je vous ai depuis longtemps laissé libre d'entamer et de suivre des relations avec elles. Ce sera maintenant chose facile.

« Je lis toujours avec attention et intérêt tout ce qui arrive de Laghouat, et je sens trop bien qu'il manque encore beaucoup dans votre capitale, pour que je n'aie pas un désir très naturel de pouvoir y remédier avec parfaite connaissance de cause.

« J'ai pensé, mon cher commandant, qu'après ce qui s'était passé à la fin de l'année dernière, vous seriez bien aise de recevoir l'assurance directe que la bienveillance du Gouverneur général était persistante, et c'est pour cela que j'ai voulu vous adresser l'expression de mes sentiments d'attachement sincère.

« Général RANDON. »

Il n'arrive pas souvent qu'un général de division, pourvu d'un commandement pareil à celui du général Randon, adresse une semblable lettre à un de ses subordonnés d'un grade relativement aussi infime que le mien. J'en fus très touché et j'exprimai vivement ma reconnaissance.

Mais j'aurais pu discuter les fameux « principes généraux de l'alignement », invoqués par le Gouverneur pour colorer, en somme, un accès de mauvaise humeur dont j'appris plus tard le véritable motif. Au fond, tout cela, c'était des histoires de femmes, comme on dit dans une opérette célèbre. On avait raconté au Gouverneur que le général Yusuf était allé se plaindre à son ami, le général de Saint-Arnaud, ministre de la guerre, de n'avoir obtenu que la plaque de grand officier, à la suite de la prise de Laghouat, alors qu'il était déjà général de brigade depuis sept ans et qu'il pouvait raisonnablement prétendre à la troisième étoile. Le ministre lui aurait répondu : « Je n'ai pas pu mieux faire. Mais obtenez encore un succès du même genre dans le Sud, et je vous nomme divisionnaire. » Alors, le général Yusuf aurait usé de son influence sur moi pour me pousser dans le M'zab, afin de troubler le pays et de lui donner l'occasion de gagner un nouveau grade. Précisément, comme pour donner du poids à ce racontar, le général Yusuf était allé visiter le sud de son commandement, pendant ma marche sur Berryan, ayant l'air de se mettre ainsi à portée de mon appel. Cette histoire ne tenait pas debout, car si le Gouverneur général avait voulu se donner la peine de réfléchir, il aurait compris que, si ma présence dans le M'zab devait amener des troubles suffisants pour justifier une nouvelle expédition, j'aurais eu dix fois le temps d'être massacré avant d'être secouru. Et, franchement, mon dévouement pour Yusuf n'allait pas jusqu'à vendre ma peau afin de lui acheter une troisième étoile qu'il allait,

d'ailleurs, bientôt recevoir. Mais le général Randon était jaloux d'Yusuf. En outre, il ne voulait pas avoir d'affaire dans le Sud, pendant qu'on commençait à se préoccuper en France de la question d'Orient, qui allait amener la fatale guerre de Crimée. Et voilà pourquoi il déchargea sur un pauvre innocent le poids de sa colère. Elle ne dura pas, comme on vient de le voir, puisqu'il m'adressa une lettre qui vaut presque des excuses, et puisque, en outre, il a consacré dans ses *Mémoires* (t. I, p. 179) l'alinéa suivant à cet incident :

« Le commandant du Barail s'était montré aussi intelligent et actif pour les affaires de la confédération du M'zab. En quelques mois il avait réussi à décider les sept villes qui la composent à envoyer des députés à Alger, afin de traiter des conditions de leur soumission, malgré les efforts secrets de Mohammed-ben-Abdallah pour détourner les Beni-M'zab de faire partir cette députation. »

Ce fut au milieu de toutes ces occupations qui, à cette époque, présentaient un intérêt considérable pour ceux d'entre nous qu'on appelait les « Africains », que je reçus l'avis officiel de l'arrivée du colonel Durrieu, commandant la subdivision de Mascara et mis à la tête de toutes nos petites colonnes du Sud.

Je recevais, en même temps, l'ordre de me porter encore plus au Sud, mais en inclinant vers l'Ouest, chez les Chambâ, ces convoyeurs du désert qui louent des chameaux et font l'industrie des caravanes. A un ksar nommé Mitlili, je devais rallier la colonne de Tiaret qui s'y dirigeait de son côté, conduite par le commandant Niqueux, chef d'escadron d'artillerie.

Le commandant Niqueux était une vieille connaissance pour moi. En 1836, quand on créa les spahis, étant déjà capitaine d'artillerie, il avait demandé à y entrer avec son grade et y avait même figuré, pendant près d'un an, comme capitaine commandant le troisième

escadron. Mais, le ministre n'ayant pas ratifié son changement, il avait dû rentrer dans l'artillerie. C'était un officier de très grande valeur. Camarade de promotion du maréchal Bosquet à l'École polytechnique, il serait arrivé certainement plus haut que le grade de colonel dans lequel il devait mourir plus tard, sans une incursion dans la politique qui gâta sa carrière. Il était né pauvre. Il s'était fait lui-même, et de ces débuts difficiles il avait gardé un caractère entier, caustique, presque envieux, malgré une très grande bonté de cœur. Il était surtout révolté par les inégalités sociales, et en 1848, il avait cru, avec bien d'autres, à l'avènement définitif de la démocratie égalitaire. Il voulut lui apporter son concours et il eut l'idée biscornue de se présenter comme député. Il terminait ainsi sa profession de foi, qui resta célèbre dans l'armée d'Afrique :

« Citoyens,

« Si vous voulez envoyer à l'Assemblée un député pénétré de vos droits, résolu à les défendre et à combattre les abus et les privilèges sous lesquels nous n'avons que trop longtemps vécu, donnez vos voix à un citoyen qui n'a ni feu ni lieu.

« Signé : NIQUEUX. »

Cet atroce jeu de mots n'avait pas séduit les électeurs, et ils lui avaient préféré un de ces représentants des classes privilégiées contre lesquelles se sont faites toutes les révolutions. Le brave Niqueux s'en consola en disant : « J'avais cru le peuple démocrate; je me trompais; voilà tout. N'en parlons plus. » Et il rentra en Afrique, où on lui tint rigueur jusqu'à ce qu'il y eût trouvé, dans son commandement de Tiaret, l'occasion de montrer ses grandes qualités.

Nos deux colonnes se joignirent au jour dit, et je fus

touché de l'affabilité et des égards d'un camarade qui m'avait connu simple soldat, alors qu'il était lui-même capitaine depuis deux ans, et qui me retrouvait son égal. Le colonel Durrieu profita de la réunion de nos deux colonnes pour régler la situation des Chambâ, qui durent acquitter les indemnités de guerre en retard, et pour pourvoir au commandement d'Ouargla, qu'il confia à Si-Zoubir, sous la haute juridiction de son frère Si-Hamza. Ce pauvre Si-Hamza devait partager le triste sort de la plupart des grands seigneurs arabes, devenus nos alliés, et qui n'ont pas trouvé auprès de nous les égards que méritaient leur position et leur dévouement. Il devait mourir plus tard, mécontent de nous, à Alger où il fut interné, dans une position précaire, et ce fut sa famille qui fomenta la dernière insurrection que nous dûmes réprimer en Algérie, il y a quelques années.

Ouargla est la tête de l'Oued-R'rir, vaste contrée semée d'oasis, arrosée par de nombreux puits à eau jaillissante. Dans ces immenses contrées sablonneuses qui forment le Sud algérien, l'eau, c'est la vie. Partout où on la voit sourdre, on voit bientôt naître une oasis et s'élaner des palmiers, et quand les puits se combent ou se tarissent, les oasis, envahies par le sable, ne tardent pas à disparaître. Aussi l'habitant de ces contrées, sous le soleil implacable qui suffit à cuire les briques, n'a-t-il d'autre préoccupation que la conquête et la conservation de l'eau. Dans le M'zab, à certaines époques, hommes, femmes, enfants, vieillards, sont uniquement occupés à tirer de l'eau de leur puits, pour arroser les palmiers, les grenadiers de leurs jardins. Sous l'Oued-R'rir, règne une nappe d'eau souterraine, très profonde et qui semble inépuisable. De temps immémorial, les Arabes ont eu le secret de ce que nous appelons, nous, les puits artésiens et de ce qu'ils appellent, eux, les puits jaillissants. Et toute la contrée est très largement arrosée par ces puits jaillissants.

Aussi est-elle d'une fertilité extraordinaire, et sa végétation luxuriante contraste d'une façon saisissante avec le Souf qui l'avoisine et qui, lui, ne présente que l'aspect désolé de grandes dunes de sable semblables aux lames de l'Océan courroucé et que le vent déplace sans cesse. On peut penser que le métier de puisatier est honoré, en raison de son utilité et en raison, aussi, des dangers qu'il présente. Il est dangereux parce que ceux qui l'exercent n'emploient que des moyens primitifs et imparfaits. Le puits est creusé par un seul homme, qui s'enfonce dans la terre sans autre outil qu'une petite plate-forme de planches pour poser ses pieds et une pioche. Il creuse quelquefois pendant des mois, et entasse la terre dans des paniers qu'on monte avec des cordes jusqu'à la surface du sol.

Quand son expérience lui apprend qu'il approche de l'eau, il se fait attacher sous les bras par une corde et se bouche les narines et les oreilles avec de la cire. Tout à coup, l'eau soulève en jaillissant la dernière et mince couche de terre sur laquelle il travaillait, emportant le puisatier et sa plate-forme, et si le malheureux n'est pas retiré à temps, il est noyé, asphyxié, avant d'être arrivé à la bouche de cette espèce de canon humide. Les eaux de ces puits sont ensuite répandues par des multitudes de canaux sur la surface aride qui va, grâce à elles, devenir un jardin et un verger. Tout le monde sait d'ailleurs que nous avons perfectionné le forage des puits artésiens, et que l'installation des oasis est devenue une industrie très prospère.

Lorsque le colonel Durrieu eut tout réglé, nos deux colonnes se replièrent sur Laghouat, d'où celle du commandant Niqueux devait regagner Tiaret. En y arrivant, nous devions éprouver l'orgueil de constater que le Gouverneur général lui-même avait tenu à venir au-devant de nous, pour nous apporter ses félicitations. Le général Randon était arrivé, le 8 février, à Laghouat,

où entraît, en même temps que lui, le colonel Durrieu qui nous avait précédés, nous laissant campés à quelques kilomètres de l'oasis. Dans ses *Mémoires* le maréchal Randon affirme que cette coïncidence n'était pas l'effet du hasard, et il ajoute :

« Tant que dura cette expédition, les mouvements de nos colonnes s'accomplirent avec une rapidité et une régularité mathématiques. » Or, ce que je viens de raconter prouve que le hasard, Sa Sacrée Majesté le hasard, comme disait Frédéric II, avait bien un peu aidé les mathématiques.

Le lendemain, 9 février, nos troupes, en parfait état et alignées dans un ordre irréprochable, attendaient, sous les armes, le Gouverneur général, qui leur adressa l'ordre du jour suivant :

« SOLDATS DES COLONNES DU SUD !

« Je suis venu à votre rencontre afin de vous donner plus tôt un témoignage de satisfaction pour le zèle, la persévérance et l'ardeur que vous avez déployés dans cette dernière campagne.

« Si vous n'avez pas eu de combats à livrer, vous avez supporté de rudes fatigues, et votre présence au milieu de l'Oued-M'zab et d'Ouargla a été une véritable victoire.

« Vous avez montré le drapeau de la France dans des régions où naguère on ne supposait pas que vous pussiez pénétrer. Vous avez franchi ces solitudes sans eau du désert, ces barrières de sable au delà desquelles nos ennemis se croyaient invulnérables.

« Les populations du Sud n'ont plus de mystères pour vous.

« Ces populations qui viennent des points les plus éloignés faire acte de soumission à la France, sont les résultats heureux de cette campagne. Vous devez en

être fiers, car c'est sous la protection morale de vos baïonnettes que nos chefs indigènes ont glorieusement accompli la mission que je leur avais donnée.

« Nos goums de l'Est et de l'Ouest ont rivalisé d'élan et de bravoure pour la cause de la France. Ils sont dignes de partager les éloges que je vous donne.

« Je signale avec bonheur cette communauté de bons services, car elle est la preuve de notre puissance en Algérie.

« Soldats, vous avez bien mérité de la patrie et acquis de nouveaux titres à la bienveillance de l'Empereur. »

Cet ordre du jour fut accueilli aux cris de : « Vive l'Empereur ! »

Quelle émotion, quelle joie, quelle fierté nous ressentions et nous lisions dans les yeux de ceux qui nous entouraient ! Nous rentrâmes derrière le général Randon à Laghouat.

Le surlendemain, sur la place d'Armes, au milieu du carré formé par les troupes, eut lieu la cérémonie de l'investiture. Tous les députés, tous les caïds, tous les chefs des goums, les Chambâ, avec leurs méharis, étaient massés dans le carré. Laghouat regorgeait de visiteurs, et chacune de ses terrasses ressemblait à une tribune de champ de courses. Le gouverneur se plaça dans le carré, et adressa aux Arabes ces paroles :

« DÉPUTATIONS DE L'OUED-M'ZAB, DE N'GOUSSA ET D'OUARGLA.

« Vous venez de faire acte de soumission à la France. Je vous reçois au nom de l'Empereur. Des temps nouveaux commencent pour vous. Au désordre succédera la paix, au pillage succédera la sécurité, et votre commerce s'accroîtra.

« Voilà ce que vous procurera votre soumission à la France.

« Si vous oubliez vos promesses, si vous faisiez cause commune avec nos ennemis, l'histoire de cette ville deviendrait la vôtre. Les troupes que vous avez vues arriver en amies au milieu de vos ksour, y reparaitraient pour venger la trahison.

« Puisse Dieu éloigner de vous ces malheurs et vous faire jouir en paix des bienfaits qui accompagnent la protection de la France ! »

On traduisit, bien entendu, par la parole et l'écriture cette proclamation, car les bons Mozabites et les bons Chambâ ne comprenaient pas un traître mot à cette prose un peu menaçante. Puis, le défilé commença, mené par Si-Hamza, qui portait son burnous déchiré par les balles. Derrière lui les goums, puis les méharis, puis les spahis qui marchaient en escadrons, puis les chasseurs, etc. Ce fut une très belle fête.

Le général resta plusieurs jours à Laghouat, voyant tout par lui-même et me prodiguant, à chaque instant, des éloges qui me rendaient confus. A Alger, le Gouverneur général était toujours opposé aux expéditions. A Laghouat, on eût dit qu'il y prenait goût, au milieu des gens dont c'était l'occupation favorite. Il comprit très vite que nous serions bientôt contraints de mettre la main sur Touggourt, qui, depuis la chute d'Ouargla, était devenu un centre d'attraction pour tous les mécontents, et où dominait un nommé Si-Selman, qui venait de remplacer Ben-Djellab, pompeusement appelé le Sultan de Touggourt. Ce Si-Selman avait non seulement le physique, mais encore la philosophie de Sancho-Pança, peu ami des coups. Près de lui, s'était réfugié l'éternel Mohammed-ben-Abdallah, chassé d'Ouargla. Et les circonstances allaient transformer ce fantoche en épouvantail. Touggourt est situé au milieu de l'Oued-R'rir,

dont Ouargla est la tête. La ville passait pour très forte. Elle était protégée par des murailles assez épaisses et entourée d'un large fossé que les Arabes, dans leur style imagé, appelaient la mer, mais qui, en réalité, ne contenait qu'un peu d'eau croupissante. On croyait volontiers qu'il faudrait du canon pour en venir à bout, et je fus chargé d'étudier les chemins par où passerait l'artillerie partant de Laghouat.

Je fis la conduite au Gouverneur jusqu'à Djelfa, dont il reconnut l'importance militaire et politique. Ce petit voyage ne fut pas précisément gai, car nous fûmes pris en route par une tourmente de neige fondue qui fit tomber le thermomètre à zéro. Il nous arriva même un accident qui semblerait incroyable, dans ces régions où l'on s'imagine n'avoir jamais à se défendre que contre le soleil.

Un soldat du bataillon d'Afrique, nommé Toupois, dont la compagnie travaillait à construire le caravansérail d'Aïn-el-Lebel, s'étant absenté pour « tirer une bordée », comme disent les zéphyr, s'égara et dut passer la nuit en plein champ. Le lendemain, il ne pouvait plus marcher. Deux Arabes compatissants le rencontrèrent, le hissèrent sur un mulet et me l'amènèrent à Laghouat où je venais moi-même de rentrer, à moitié gelé. On le porta à l'hôpital, et le médecin en chef reconnut qu'il avait les deux pieds gelés, comme s'il avait fait la retraite de Russie, et que l'amputation des deux jambes au-dessous du genou s'imposait.

Comme il n'osait pas prendre la responsabilité de cette opération, il vint me chercher pour constater l'état de Toupois. Il était pitoyable, cet état. La gangrène commençait, et les deux pieds semblaient prêts à se détacher des jambes. L'amputation eut lieu et réussit parfaitement. Le chirurgien en fit une notice qui fut communiquée à l'Académie de médecine. Quant à Toupois, je parvins à le faire admettre aux Invalides, où il

a eu tout le temps de méditer sur les inconvénients des bordées.

D'ailleurs, j'ai remarqué que ces « zéphyr » sont d'une endurance extraordinaire. Dans les premiers temps, nous n'avions pas à Laghouat de locaux de discipline, et nous avions autre chose à faire que d'en installer. Cependant il fallait, coûte que coûte, maintenir l'obéissance parmi ces hommes du bataillon d'Afrique, qui avaient tous déjà passé devant un conseil de guerre, et qui nous auraient positivement écharpés, si on n'avait eu à leur opposer que de bonnes paroles.

Faute de prison, on descendait le mauvais sujet incorrigible dans un silo. C'est une sorte de cave dont les Arabes se servent pour enfermer leurs provisions. On creuse le silo, autant que possible, dans un terrain sec et assez compact pour ne pas se prêter aux infiltrations. Il est très étroit à son orifice, très évasé dans sa partie médiane et assez resserré au fond. Je ne puis mieux le comparer qu'à une gourde, ou plus exactement encore à ces bouteilles instables que les Anglais remplissent de soda-water. Chacun d'eux peut contenir un certain nombre d'hommes qui n'y sont pas précisément à leur aise, car ils n'ont pour tout meuble qu'une cruche d'eau et un baquet de nécessité. Ils n'ont même pas assez de place pour s'étendre et dormir. J'avais fait creuser, à Laghouat et à Djelfa, quelques-uns de ces silos par les zéphyr, et je les encourageais à la besogne en leur disant : « Travaillez en conscience ; faites cela comme pour vous. » Eh bien ! il y en avait qui supportaient ce régime pendant quinze jours, sans faiblir et sans consentir à s'amender. Il y en eut un, cependant, qui y mourut. C'était un détestable sujet au moral, mais de petite complexion au physique. Il échappa ainsi à une condamnation à mort qu'il aurait certainement subie, car il avait tué un Arabe, dans des circonstances particulièrement odieuses.

Comme nous avons plusieurs compagnies de discipline échelonnées entre Laghouat et Djelfa pour nos travaux, afin de prévenir les désertions, j'avais donné l'ordre aux caïds d'arrêter tout soldat voyageant isolément et sans permission écrite. Un zéphyr s'échappe pour aller passer quelques jours à Médéah, sans permission. Il est arrêté par un caïd qui réquisitionne un Arabe et son mulet pour le conduire à Djelfa. Le zéphyr monte sur le mulet, que l'Arabe conduit par la bride, prend son fusil et casse la tête du malheureux conducteur, pour rien, pour se distraire. D'autres Arabes, au bruit du coup de feu, accourent, s'emparent du meurtrier et l'emmènent à Djelfa où d'Ornano le mit dans un silo. Il y contracta une fluxion de poitrine qui l'emporta.

Ce fut là l'un des deux seuls crimes contre les personnes qui furent commis pendant les deux ans et demi que je commandai à Laghouat. Le second est aussi inexplicable que le premier.

Un zéphyr en « bordée » comme l'autre vient à Laghouat. Il rencontre dans une ruelle un habitant qui allait arroser son jardin. Sans provocation, sans même avoir échangé un mot avec l'indigène, il l'ajuste et le tue. Il était trois heures de l'après-midi, et les jardins étaient remplis de monde. Le zéphyr est arrêté. Celui-là passa devant un conseil de guerre et fut condamné à mort. J'insistai pour qu'on l'exécutât, et je fis valoir que si on se laissait aller à la moindre indulgence, les bons payeraient pour les mauvais ; car les indigènes, dont la vie ne serait plus sauvegardée, useraient légitimement de représailles.

Depuis quinze mois, je gouvernais Laghouat. La défense de la ville était complète. La vie régulière y avait repris. Les boutiques commençaient à s'ouvrir où l'on pouvait trouver tous les objets de nécessité. Je ne désespérais pas d'y créer un marché pour les laines et

les céréales de la contrée. Je faisais de mon mieux pour le relèvement matériel et moral de la malheureuse population dont je m'étais constitué l'avocat. Déjà, quelques jardins avaient été rendus à leurs propriétaires non compromis, mais je luttais encore contre le ministère de la Guerre, dans l'affaire du docteur Baudens qui avait obtenu, comme je l'ai raconté, une concession de six mille palmiers et qui était déjà possesseur, en Algérie, de plusieurs propriétés obtenues de la même façon, entre autres d'une magnifique orangerie à Blidah.

Le docteur poussa jusqu'à Laghouat pour essayer de me convaincre. C'était un charmant compagnon, un inépuisable causeur dont la mémoire était meublée d'anecdotes intéressantes et amusantes. Il descendit chez moi. Je jouis avec délices de sa société, mais il ne me convertit pas. Et puis, il se passa entre nous un petit fait qui me déplut. Mon pauvre ami Guard, atteint du délire de la persécution et qui allait en mourir, était à l'hôpital, ne dormant plus, ne mangeant plus. Je suppliai le docteur Baudens, qui jouissait d'une grande réputation méritée, de le voir. Il n'y consentit jamais, et à toutes mes instances il répondait qu'il n'était pas venu en médecin et qu'il ne voulait pas se mêler de ce qui ne le regardait pas. Je crois bien ! Il était venu en négociant.

J'avais trouvé heureusement dans ma garnison un autre médecin, le docteur Reboul, qui ne ressemblait guère à celui-là. C'était un savant modeste, passionné pour la botanique et les sciences naturelles. Il me demanda d'être détaché à Djelfa, qui lui offrait plus d'éléments pour ses recherches. J'y consentis, mais à condition qu'il créerait là, pour les indigènes, une sorte de dispensaire, dont j'avais depuis longtemps l'idée, et dans lequel les Arabes trouveraient des consultations gratuites et des distributions de médicaments également gratuits. Je savais que l'Arabe préfère généralement

mourir plutôt que de venir dans nos hôpitaux, qui lui font l'effet de prisons. Je pensais que les secours médicaux donnés sur la place étaient un moyen de rapprochement entre la race conquérante et la race conquise. Car pour moi, il y a trois bases solides d'influence coloniale et civilisatrice : le soldat, le prêtre et le médecin. J'ajoute, avec rougeur et confusion, que je ne pensais pas le moins du monde à l'instituteur, parce que, dans mon idée, le premier instituteur, le seul dont le cerveau primitif des peuples nouveaux puisse supporter le contact, c'est le prêtre, avec ses auxiliaires naturels : le Frère et la Sœur.

J'aurais donc voulu faire appliquer mon système dans le plus grand nombre d'endroits possible, et je commençai par celui où j'étais le maître. La nouvelle institution reçut tous les sacrements administratifs, puisqu'elle fut approuvée par le commandant de la subdivision et par le Gouverneur général. Les frais, d'ailleurs modiques, qu'elle entraîna furent pris sur les fonds arabes et prélevés au moment de la perception des impôts. Le docteur Reboul établit son cabinet de consultation au milieu des Ouled-Nayl, et il ne manqua pas de clients. Les plus malades étaient gardés dans une espèce de grande baraque disposée en infirmerie ; les autres consumaient sur place les médicaments dont ils avaient besoin, et qu'ils venaient chercher chaque matin.

Le praticien avait, d'ailleurs, un cahier d'observations, — je crois que c'est ainsi que cela s'appelle, — sur lequel il notait l'état quotidien de chaque malade. Et il put ainsi se rendre compte d'un phénomène qui m'intéressa énormément. C'est que nos médicaments avaient sur ces natures neuves et primitives des effets tout à fait surprenants, et amenaient parfois des guérisons aussi promptes qu'inespérées. Du reste, le diagnostic du docteur Reboul était rarement mis à une épreuve bien extraordinaire. Presque tous ses ma-

lades avaient la même maladie, celle que le commandant Richard a indiquée dans son livre comme une plaie des Arabes; celle dont toutes les nations se rejettent l'une sur l'autre la paternité; celle qu'on appelle le « mal italien » en France et le « mal français » en Italie; celle qui fait à la fois rire tant de gens et pleurer tant d'autres.

Enfin, mon collaborateur Colonna d'Ornano, dont j'avais plutôt à modérer qu'à stimuler le zèle, avait concédé une chute d'eau, qui se trouvait à Djelfa, à un industriel intelligent qui y avait installé une turbine; la turbine actionnait un moulin, et les Arabes commençaient à apporter leur farine. C'était tout bénéfique pour les malheureuses femmes arabes, qui n'étaient plus obligées de passer leur journée à tourner leurs petits moulins à bras, ces fameux petits moulins qui composaient le chargement du convoi d'ânes mené par le capitaine Trochu, à l'expédition de Mascara.

Au point de vue administratif militaire, nous n'étions pas encore très brillants. Nos malades étaient toujours dans leurs caisses à biscuits, et dans leurs draps de sacs de campement, et sur leurs paillasses d'alfa. Les casernes de la troupe n'avaient d'autres mobiliers que ceux que les soldats s'étaient créés eux-mêmes. Nos magasins étaient simplement des maisons arabes mal aménagées. Ils n'étaient jamais bien pourvus. Personne n'avait qualité pour passer des marchés réguliers et profiter ainsi des ressources arabes. Pour avoir du bois de chauffage, nous étions obligés de saccager les alentours de la place. Bref, nous vivions d'expédients, et nos services administratifs étaient réglés à distance par le sous-intendant militaire de Médéah. Mais personne ne se plaignait, et, faut-il le dire? nos difficultés ne commencèrent que lorsqu'on nous expédia un sous-intendant, qui se mit à vouloir faire du zèle, à vouloir appliquer les règlements, à rendre la

vie impossible à tout le monde et à doubler nos occupations par des réclamations perpétuelles. De sorte que je regrettai ma situation d'enfant perdu.

D'ailleurs, je me trouvais encore une fois à un de ces moments, déjà nombreux dans ma carrière, où les ennuis de l'existence sont contre-balancés par ses joies. En rentrant à Alger, le Gouverneur général m'avait expédié la croix d'officier de la Légion d'honneur. J'avais déjà onze ans de grade de chevalier et pas encore trente-quatre ans d'âge. C'était ma récompense pour la campagne du M'zab. C'était aussi mon pardon d'avoir attenté aux fameux « principes généraux de l'alignement ».